

Le Monde  
10/5/01  
p. 7



## Le Parti socialiste maintient l'ambiguïté de son rapport au « capitalisme »

SI LES SOCIALISTES appliquaient encore aujourd'hui les critères définis par François Mitterrand au congrès unificateur d'Épinay, en juin 1971, nul doute que le PS ne pourrait plus se dire... socialiste. « Celui qui n'accepte pas la rupture (...) avec l'ordre établi, (...) avec la société capitaliste, celui-là, je le dis, il ne peut pas être adhérent du Parti socialiste ! », proclamait alors celui qui allait devenir premier secrétaire du PS quelques jours seulement après y avoir adhéré. Trente ans plus tard, le PS se définit encore dans sa déclaration de principes, comme « un parti de transformation sociale », qui met « le réformisme au service des espérances révolutionnaires ». Mais ses références « révolutionnaires » n'ont pas plus de traduction dans sa pratique que l'obligation statutaire, pour ses membres, d'« appartenir à une organisation syndicale ».

Le PS est devenu, sans l'assumer totalement, un authentique parti social-démocrate, même s'il ne peut s'appuyer, comme dans le modèle allemand ou britannique, sur une organisation syndicale de masse. Même si son premier secrétaire, François Hollande, résume clairement, comme opposant à tout « libéralisme social », la « troisième voie » défendue en Europe par Tony Blair et Gerhard Schröder. Alors que le Parti socialiste a commencé à travailler sur son « projet » pour les élections législatives de 2002, dont la coordination a été confiée à Martine Aubry, son programme a été arrêté par son congrès de Grenoble, fin novembre 2000. Le titre original de la motion majoritaire de M. Hollande, « Pour une société plus humaine », abandonné à Grenoble, semble en voie d'être repris par... le président de l'UDF, François Bayrou, pour son programme présidentiel (Le Monde du 2 mai).

Un réformisme humaniste ? Le PS se fixe trois objectifs essentiels : « le plein-emploi », à partir de la perspective décennale tracée par Lionel Jospin, en septembre 1999 à La Rochelle ; « la pleine citoyenneté », avec un « président citoyen », le renforcement des droits du Parlement, l'acte II de la décentralisation et le droit de vote aux immigrés aux élections locales ; « la pleine égalité ». À travers ce troisième objectif, il prône une « réhabilitation des services collectifs, que la dynamique aveugle des marchés rend encore plus nécessaire », et plaide même pour une timide réhabilitation

de la planification, afin de « programmer les moyens financiers, humains, matériels à allouer dans le temps aux services publics de l'égalité ». Le PS de 2001 ne se veut plus le « parti du salariat », mais cherche à bâtir une « nouvelle alliance » entre les classes moyennes, les classes populaires et les exclus, selon le vœu exprimé par M. Jospin à La Rochelle en septembre 1999.

L'idéologie du PS a évolué par glissements successifs, qui lui ont presque tous été imposés par les différents gouvernements socialistes. En 1983, c'est la rigueur économique, après les réformes sociales davantage marquées par la « rupture » des années 1981 et 1982. M. Jospin, alors premier secrétaire, parle d'une simple « parenthèse », qu'il assurera avoir refermée lui-même en 1997. Au congrès de Bourg-en-Bresse, en octo-

individuels, l'ouverture au centre dans le gouvernement de Michel Rocard. Le président n'a pas davantage demandé à son parti de débattre du nouveau dogme énoncé dans sa « Lettre à tous les Français » : le « ni-ni », ni nationalisations ni privatisations. Il faudra attendre novembre 1998 et la convention sur l'entreprise organisée par M. Hollande pour qu'un débat s'esquisse sur les contours du secteur public. Alors que M. Jospin est soupçonné d'avoir davantage privatisé qu'Edouard Balladur et Alain Juppé réunis – le premier ministre dit procéder à des « ouvertures de capital » justifiées par des raisons industrielles et non idéologiques –, le PS souhaite une loi-cadre sur ledit secteur public qui n'a jamais vu le jour.

Au fil des ans, le PS se social-démocratise de plus en plus, mais se garde bien de l'afficher. Il n'a pas fait, à la différence du SPD allemand à Bad Godesberg, en 1959, un acte officiel de conversion au réalisme économique. En décembre 1991, pourtant, avant que Pierre Mauroy n'abandonne son poste de premier secrétaire, il a amorcé un *aggiornamento*. Sous la houlette d'un ancien chevronné communiste, Michel Charzat, les rocardiens, les mauroyistes, les fabiusiens et les jospinistes ont fait adopter à la quasi-unanimité un texte affirmant : « Le capitalisme borne désormais notre horizon historique. » Mais il s'agissait alors, surtout, de faire oublier le congrès de Rennes de mars 1990 et la guerre ouverte entre les « courants ».

Après la défaite cinglante de 1993, le PS a tenté de reprendre le contrôle de sa mutation idéologique. Les Assises de la transformation sociale ont fait naître le concept de « gauche plurielle ». Reprenant la direction du PS, en octobre 1995, M. Jospin s'est essayé à une refondation programmatique. En 1996, trois conventions sur l'Europe, la démocratie et l'économie ont jeté les bases du programme législatif de 1997 autour de quelques idées-forces : la limitation du cumul des mandats et la réduction de leur durée à cinq ans, la parité, l'indépendance de la justice, la semaine de 35 heures, les emplois-jeunes, etc.

Au total, le travail de rénovation idéologique est loin d'avoir été mené à son terme. Et l'identité social-démocrate du PS reste en pointillés.

Michel Noblecourt

« Celui qui n'accepte pas la rupture (...) avec la société capitaliste, celui-là, je le dis, il ne peut pas être adhérent du Parti socialiste ! »

François Mitterrand

bre 1983, la motion majoritaire affirmait d'emblée : « Nous n'avons pas, bien sûr, changé de politique. » Pourtant, deux ans auparavant, au fameux congrès de Valence passé dans l'Histoire à cause de l'admonestation de Paul Quilès sur les têtes à couper, le PS oublie déjà la « rupture avec le capitalisme » et fait entrer dans son discours les nécessaires « compromis » à établir entre « le pouvoir économique et le pouvoir socialiste », comme entre « les forces du changement et les forces de conservation ».

Bon gré, mal gré, le PS s'adapte à la pratique du pouvoir, mais toujours à contre-temps. En avril 1987, lors de la première cohabitation, le congrès de Lille fustige toute « dérive centriste ». Un an après, François Mitterrand est réélu sur le thème de la « France unie » et pratique, par débâchages

# Le train Bruxelles-Berlin ne passe pas par Paris...

par Yves Mény

**I**L y a moins de six mois, le sommet de Nice laissait un goût amer à tous ceux qui s'intéressent à l'Europe, aux partisans de l'intégration comme aux souverainistes.

Le spectacle d'un aréopage de leaders politiques bloqués sur des positions strictement nationales et oublieux de l'intérêt commun européen n'avait en effet rien de réjouissant. La relation franco-allemande en était ébranlée tandis que les frustrations des « petits » pays, en particulier à l'égard de la présidence, s'en trouvaient exacerbées. Les traditionnels mécanismes de la dynamique communautaire avaient peu ou mal fonctionné, ne permettant, à l'arraché, que d'atteindre les objectifs minimalistes que s'était fixés la conférence intergouvernementale.

La lueur d'espoir ne venait pas tant des résultats obtenus que des perspectives ouvertes par la déclaration finale, fixant des objectifs plus ambitieux pour 2004 et appelant à un grand débat sur la réforme des institutions européennes. La déclaration répondait au vœu pressant de quelques pays, en particulier l'Allemagne, désireux de sortir du bourbier présent par une réflexion sur le destin de l'Union à moyen et long terme. Les Quinze souscrivaient ainsi à l'appel à la réflexion lancé par Joschka Fischer à l'Université Humboldt de Berlin en mai 2000. Les propositions de Fischer n'étaient ni complètement originales ni parfaitement cohérentes. Elles n'en avaient pas moins le mérite de lancer un pavé dans la mare de silence, d'indifférence et de platitudes du débat français, qui se contente trop souvent des habituelles criaileries sur le déficit démocratique sans trop se soucier d'y porter remède.

L'essai ne fut pas transformé et la copie de l'élève Fischer fut rangée sur les étagères avec la mention « contribution intéressante au débat ». Le discours de Jacques Chirac, quelques semaines plus tard, put donner le sentiment que, finalement, le débat franco-allemand sur l'Europe allait embrayer. Faux espoir : les avancées sémantiques (par exemple l'acceptation des mots « Constitution européenne ») débouchaient sur la perspective d'une Europe plus intergouvernementale que communautaire. Les deux discours couraient parallèles sans pouvoir se croiser et se fertiliser mutuellement.

tituent un double défi pour la France : ses propositions en matière institutionnelle vont bien au-delà de ce que la classe politique française est prête en général non seulement à accepter mais même à débattre, droite et gauche confondues. Ses propositions en matière de compétences et de politiques communautaires peuvent en revanche apparaître comme autant de menaces pour certaines politiques communes dont la France tire profit, telle la politique agricole commune ou la politique des Fonds structurels. Mais au-delà des mérites et des faiblesses de la position de l'Alle-

à l'Oural) qui n'aura ni sens ni stabilité sauf si l'on se contente d'un projet à la George Bush (tel le libre marché du pôle Sud à l'Alaska). Pour conserver aux Etats les illusions des oripeaux de la souveraineté, on met en place des usines à gaz institutionnelles qui ne font qu'exacerber l'indifférence, l'incompréhension, voire l'hostilité des citoyens européens.

Il est temps que la France apporte sa voix au débat européen, qui est aujourd'hui dominé par l'Allemagne. Ne lui reprochons pas ce leadership. Les Allemands attendent que nous y participions. Mais constatons que le ton est donné

d'une partie des socialistes et du centre, grâce à la contribution de quelques européens convaincus hauts fonctionnaires (Monnet, Noël) ou politiques (Schuman, Giscard d'Estaing, Mitterrand), grâce à la convergence inopinée d'intérêts nationaux bien compris et d'idéaux communautaires. Le temps de ce clair-obscur complaisant est fini : l'élargissement à l'Est, la globalisation des marchés nous obligent à trancher.

Les souverainistes ont fait leur choix. Reconnaissons-lui sa légitimité, même s'il serait catastrophique en cas de victoire. Les autres doivent se prononcer clairement car l'ambiguïté n'est ni possible ni tenable. Et n'accusons pas les Allemands d'être des intégrationnistes excessifs. Que n'a-t-on pas dit après Nice sur les risques et les dangers d'une nation allemande puissante et sûre d'elle-même !

Soyons logiques : ou bien une Europe fédérale, intégrée, démocratique prend un nouveau départ et elle ne peut le prendre que si la France se joint au concert pour l'instant inter-allemand. Ou bien la navigation à vue sur une barque surchargée (bientôt 20, 25, 27 Etats membres) risque de devenir si périlleuse que toute l'embarcation s'en trouve menacée.

La France n'a en réalité qu'une seule carte à jouer, celle d'une intégration poussée de l'Europe. Ses idéaux l'y poussent. Ses intérêts l'y contraignent. L'Allemagne nous interpelle. Rien ne serait pire que le silence ou l'ambiguïté. Qu'avons-nous à lui répondre et à lui proposer ? Qu'avons-nous à offrir à l'Europe ?

**Yves Mény** est directeur du Centre Robert-Schuman de l'Institut universitaire européen de Florence.

► [www.lemonde.fr/ue](http://www.lemonde.fr/ue)

**A l'Europe intergouvernementale et du super-marché dont nous commençons à discerner les linéaments en ce début de III<sup>e</sup> millénaire il n'y a pas d'autre solution alternative qu'une Europe mieux organisée, plus intégrée, c'est-à-dire fédérale**

magne, le problème est ailleurs. Que veut la France ? Quelle Europe souhaite-t-elle ?

Le silence français ne tient pas seulement à la proximité des élections de 2001. Il est lié à des causes structurelles et anciennes que l'on peut résumer ainsi : la France a cherché à maximiser les profits (des politiques communautaires) en minimisant les coûts (politiques et institutionnels). Rien de plus rationnel, dira-t-on. C'est vrai. Mais l'époque glorieuse où la France pouvait espérer avoir le beurre et l'argent du beurre est terminée. Le temps est bien loin où le général de Gaulle pouvait refuser l'intégration politique tout en mettant en place la plus intégrée des politiques, celle qui profitait à la France, celle qui absorbait l'essentiel du budget communautaire, la politique agricole commune.

L'illusion s'est perpétuée grâce à la connivence de deux politiques de l'ancienne génération, Mitterrand et Kohl. Depuis Nice, le roi est nu. La France aura du mal à affronter le dilemme mais elle se doit de le faire : ou bien elle choisit une position timorée, de repli, une sorte de frigidité communautaire dans un mariage réduit aux acquêts, dans une Union sans ces-

par ceux qui s'expriment. Comme le disent les Britanniques, « *Who pays the piper gives the tune* » (c'est celui qui paye le musicien qui donne le ton). Depuis un an, les élites politiques allemandes attendent une réponse de leurs homologues français. Elles n'ont guère entendu que les discours des souverainistes ou les réponses alambiquées, les « *vorrei e non vorrei* » de ceux qui sont séduits par l'Europe mais se refusent à consommer l'union.

Depuis le début de la construction européenne, la France a réussi à cacher ses réserves et réticences grâce à l'alliance discrète

Depuis le sommet de Nice, le contraste est encore plus saisissant : les élites allemandes, aussi bien fédérales qu'au niveau des Länder, sont en pleine effervescence. Hommes politiques, universi-

---

**Au-delà des mérites  
et des faiblesses  
de la position  
de l'Allemagne,  
le problème  
est ailleurs.**

**Que veut la France ?  
Quelle Europe  
souhaite-t-elle ?**

---

taires, experts sont engagés dans une intense discussion à la fois publique et au sein de groupes de travail, dans les principes comme dans le détail. Wolfgang Clement, président du Land Nord-Westphalie, a présenté une analyse fouillée et à bien des égards remarquable de la position des sociaux-démocrates à la tête des Länder.

Un peu plus tard, ce fut Johannes Rau, le président de la République fédérale, qui s'exprima de manière tout aussi détaillée et précise. La semaine passée, au nom du Parti social-démocrate, mais faisant bien comprendre qu'il s'engageait personnellement, Gerhard Schröder a présenté une analyse dont on peut contester les conclusions mais qui présente le mérite de la clarté et de la logique et qui bénéficie d'un appréciable atout : sa position est soutenue pour l'essentiel par les chrétiens-démocrates.

Les positions du chancelier cons-

se dominée par l'intergouvernementalisme, par le jeu des stricts intérêts nationaux et par l'équilibre entre « grandes » puissances. Ou bien, au contraire, elle se prononce délibérément, officiellement, courageusement pour une Europe intégrée. La première option est celle de la pente naturelle : l'heure est à l'euroscpticisme (et il est vrai que le fonctionnement des institutions y pousse) ; les élections sont proches ; les partis sont divisés ; les leaders politiques ne sont généralement fermes dans leur attitude que lorsqu'ils sont hostiles à la construction européenne. Le moment est donc venu de dire, comme dans *Car-men*, « Prends garde à toi ! ».

Sur l'air de l'euroscpticisme, de la re-nationalisation des politiques, de la souveraineté, la France a des challengers bien mieux armés. La Grande-Bretagne, par exemple, dont la culture, la tradition, les intérêts poussent à la globalisation plus qu'à l'eupéanisation. Au jeu du dé-tricotage de l'Europe, la Grande-Bretagne tire son épingle du jeu. La France est perdante. Il lui faut donc sortir de ses éventuelles hésitations, sauter le pas, dissiper ses illusions sur la souveraineté comme elle fit avec peine il y a cinquante ans pour la colonisation.

A l'Europe intergouvernementale et du super-marché dont nous commençons à discerner les linéaments en ce début de III<sup>e</sup> millénaire il n'y a pas d'autre solution alternative qu'une Europe mieux organisée, plus intégrée, c'est-à-dire fédérale. Ce n'est pas tant le mot qui a de l'importance (la Confédération helvétique est en fait une fédération) que la logique de la construction à mettre en place pour mettre fin aux dérives actuelles et surtout futures.

Pour éviter une Europe politique, on se contente d'une Europe purement géographique (de Brest